

uniterre



SEPTEMBRE 2020

N° 4 65^e ANNEE

JAB 2518 NDDS

WWW.UNITERRE.CH

MERCOSUR-SUISSE
ETRANGES PREVISIONS

STOP HUILE DE PALME !
RESTEZ ACTIF

PAS EN NOTRE NOM
SUCCES A BALE

LE JOURNAL PAYSAN INDEPENDANT

RATTRAPÉ

EDITORIAL

ULRIKE MINKNER
PAYSANNE ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Le commerce existe depuis que l'homme existe: Les transactions de crédits, et seulement après la monnaie, sont le fondement de l'économie de la dette actuelle. L'homme est devenu un consommateur, puis un débiteur. La production a lieu 24 heures sur 24, les marchandises sont transportées sur toute la planète et finalement consommées. Si du sable - ou un coronavirus - entre dans les rouages, c'est l'enfer. Des industries entières sont en danger ou font faillite. Aujourd'hui, après six mois de semi-confinement, l'État est censé sauver ce qui peut l'être encore: Swiss, qui n'est plus une compagnie aérienne suisse, le travail à court terme pour l'industrie et l'espoir d'un soutien supplémentaire. De nombreuses entreprises, telles que Sulzer ou Schindler, ont déjà annoncé des licenciements en raison de la baisse de leurs bénéfices, d'autres déplacent leur production vers des pays à bas salaires. Les quelque 200 000 employés en situation de travail précaire, comme le travail temporaire et le travail sur appel, par exemple dans la restauration, l'hôtellerie et le nettoyage, sont durement touchés. L'horloge mondiale tourne soudainement différemment. Prenez la voiture ou le nouveau tracteur comme exemple. Le précédent ne pourrait-il pas facilement rester en service pendant dix ans encore? Et si tout le monde reportait l'achat? Désastre! De nombreux emplois seraient perdus en un clin d'oeil. Autre exemple: la population suisse ne veut pas manger plus de fromage. La production est plus que suffisante et, en outre, une grande partie du fromage arrive en Suisse en provenance de l'UE, de sorte que nous exportons les excédents. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'Union suisse des paysans intervient généralement à la conclusion de chaque accord de libre-échange, car le fromage doit être "consommé" quelque part. Excusez la simplification drastique. La véritable question est de savoir comment cette surproduction malsaine dans l'agriculture se produit. Cela ne doit plus rester un tabou. L'économie suisse est également à la recherche de nouveaux marchés de vente et de croissance, par exemple en Indonésie et dans les États du Mercosur¹: servir, conquérir, pour se débarrasser des excédents. Tout comme à l'époque du colonialisme. De nouveaux continents ont été "découverts", conquis, colonisés et les populations locales réduites en esclavage. Aujourd'hui, elle se fait plus élégamment à l'aide d'accords de libre-échange bilatéraux ou multilatéraux. Ceux-ci ne conduisent ni à plus de prospérité ni à plus de satisfaction dans les pays concernés, bien au contraire. C'est pourquoi je trouve hypocrite que le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) conclue dans ses études que l'impact écologique et économique de l'agriculture en Suisse² et dans les pays du Mercosur est faible. C'est une vision à trop court terme, car la Suisse fait partie d'un système, d'une économie mondialement compétitive, emmenée dans une spirale de croissance malsaine. C'est ce qui fait que nous sommes entraînés par ce système, qui a un impact majeur sur les personnes, l'environnement et le climat. Nous ne croyons pas aux miracles économiques, mais plutôt à une prise de position critique et déterminée contre de nouveaux accords de libre-échange. •



LES IMAGES DU MOIS

Recolte au Schächental, Canton Uri

1. Membres à part entière du Mercosur: Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay
2. Au sein de l'AELE: Norvège, Islande, Principauté du Liechtenstein, Suisse

MERCOSUR - SUISSE

ÉTRANGES PRÉVISIONS

RUDI BERLI
MARAÎCHER ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Selon deux études qu'Agroscope et le World Trade Institute de l'Université de Berne ont présenté fin juin pour le compte du SECO et de l'OFAG, l'impact d'un accord de libre-échange (ALE) entre la Suisse et les Etats du Mercosur sur l'environnement et l'agriculture suisse est très faible. Malgré une large résistance, cet ALE entre la Suisse et les États du Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay et Uruguay) doit être ratifié en 2021. Les résultats des études montrent à quel point le choix des questions influence une étude et dans quelle mesure nos instituts de recherche publics se laissent instrumentaliser par les commanditaires politiques. Les scénarios de l'étude font abstraction des conséquences sociales et économiques. Quels sont les gains de croissance dans les secteurs du commerce, de la finance, de l'industrie et des services en comparaison du modèle de calcul des importations agricoles? Quel bilan écologique pour les importations massives d'aliments pour animaux et de viande qui existent déjà aujourd'hui? Comment la protection juridique des peuples indigènes et des écosystèmes, qui est aujourd'hui massivement affaiblie et attaquée par les gouvernements des pays du Mercosur, est-elle prise en compte? Dans les conflits commerciaux, la démocratie est mise hors-jeu par les tribunaux d'arbitrage, et les clauses de sauvegarde ne peuvent être activées que temporairement, voire pas du tout. Quelles en sont les conséquences pour l'économie et la démocratie?

LE LIBRE-ÉCHANGE MET EN DANGER LA PROTECTION DU CLIMAT. Les scientifiques du Conseil national des sciences et technologies d'Argentine (CONICET, janvier 2020) écrivent que le projet d'accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur est en contradiction avec les objectifs de protection du climat de l'UE. Selon les chercheurs, l'accord augmenterait les émissions de gaz à effet de serre jusqu'à 30%. En outre, l'importation de soja et de viande dans l'UE, pour la production desquels de vastes zones de forêt tropicale humide en Amazonie sont abattues, augmenterait également. Bien que cet accord, tout comme l'accord avec l'AELE, contienne un chapitre sur la durabilité, ses dispositions ne sont pas juridiquement contraignantes. Les concessions dans l'agriculture servent de monnaie d'échange pour ouvrir les marchés aux exportations de services et de produits industriels à forte valeur ajoutée. Tout nouvel accord au nom de la maximisation du profit à court terme exacerbera la crise sociale et écologique mondiale, menacera de manière irresponsable l'habitat des générations futures et détruira des structures économiques durables. Aujourd'hui, la Suisse exporte des marchandises pour une valeur d'environ 3,6 milliards de francs par an. Les métaux précieux, les pierres précieuses et semi-précieuses représentent de loin la part la plus importante des importations par la Suisse. Selon le SECO, l'ALE permet de réduire les droits de douane d'environ 180 millions de francs par an.

L'ÉTRANGE CONCEPTION DU CONSEIL FÉDÉRAL SUR LA DURABILITÉ. Les annonces officielles parlent d'agriculture et d'alimentation durables, de protection du climat et d'utilisation durable des ressources forestières. Les pays du Mercosur exportent principalement de la viande, du soja, des céréales et du sucre. Il s'agit de monocultures industrielles qui entraînent des dommages climatiques, l'érosion des sols et l'accaparement des terres - l'exact opposé de la durabilité. Cette politique agricole alimente les grandes propriétés foncières et se fait au détriment de l'agriculture paysanne familiale et diversifiée qui fournit aujourd'hui la population en nourriture et qui est l'épine dorsale de la souveraineté et de la sécurité alimentaire.

CONCRÈTEMENT, POUR LA PREMIÈRE FOIS, la Suisse accorde également des contingents bilatéraux en dehors des quotas prévus par les accords de l'OMC, en plus des importations existantes. Sur les quelque 320'000 tonnes d'aliments pour animaux importés d'outre-mer (22%), environ 150 000 tonnes de soja et de tourteaux de soja proviennent du Brésil. Cela correspond à environ 50'000 ha, soit un cinquième du total des terres arables suisses. Ce soja dit durable provient souvent d'une utilisation secondaire après le bétail, les défrichements par brûlis et les déplacements violents des populations indigènes. Le réseau du soja, dont l'Union Suisse des Paysans est membre, défend ces importations massives. En plus des importations existantes de blé fourrager, 6 600 tonnes de maïs-grain s'ajouteront. 3'000 tonnes de bœuf, 1'000 tonnes de poulet et 200 tonnes de porc doivent être ajoutées aux importations significatives existantes. En 2018, la Suisse a importé un peu plus de 21'000 tonnes de viande des pays du Mercosur. Plus d'un cinquième des produits carnés importés en Suisse pour la consommation humaine l'année dernière proviennent désormais du Brésil. 3'700 tonnes de viande bovine proviennent principalement du Paraguay et de l'Uruguay. Les plus de 16'000 tonnes d'importations de volaille, qui représentent environ 40% des importations totales, proviennent pratiquement à 100% du Brésil. Le Brésil est le deuxième producteur mondial de viande de poulet. Les conditions de production sont en totale contradiction avec nos normes pour le bien-être des animaux. Ces normes sont également bafouées dans l'élevage en parc d'engraissement indépendant du sol et avec l'utilisation d'hormones et d'antibiotiques alimentaires pour favoriser l'engraissement, ce qui est interdit en Suisse. En clair, cela signifie que les normes suisses de protection des consommateurs sont sapées. Une réduction douanière de 20% est accordée pour 2'000 tonnes d'huile d'arachide et de soja. Celles-ci sont en concurrence directe avec l'huile de colza ou de tournesol suisse. Même sans réduction douanière supplémentaire, les États du Mercosur sont déjà responsables d'environ un tiers des importations d'huile d'arachide en Suisse, selon les statistiques d'importation de la Suisse pour 2018. Le contingent de l'OMC de 170 millions de litres pour le vin doit être adapté à la consommation suisse et réduit de 60 millions de litres au lieu d'être augmenté de 3,5 millions de litres supplémentaires. Bien que la Suisse produise suffisamment de céréales panifiables et que le contingent tarifaire de 70'000 tonnes soit déjà très élevé, 1'500 tonnes supplémentaires de blé panifiable peuvent être importées dans le cadre de l'accord.

DES RELATIONS COMMERCIALES ÉQUILIBRÉES. En lieu et place de l'ALE, nous voulons des relations et des contrats économiques fondés sur le partenariat, pour un bénéfice mutuel clairement défini. Les marchés et les cycles locaux, les structures économiques diverses à petite échelle et axées sur les besoins doivent être encouragés. Un système alimentaire démocratique, la protection de l'accès aux ressources publiques, telles que la terre, l'eau, les semences, le crédit, les marchés, doivent être promus et garantis. Les politiques commerciales responsables devraient réduire la pauvreté et les inégalités, renforcer les droits de l'homme et la démocratie et protéger le climat mondial et l'écologie locale. L'objectif est une production agricole écologiquement et socialement durable et un système alimentaire démocratique. C'est ce que défend Uniterre, qui est prêt à soutenir un référendum contre cet accord de libre-échange. •

Sources:

www.agroscope.admin.ch/Startseite/Aktuell/Newsroom/2020/Mercosur,
www.db.zs-intern.de/uploads/1579162016-2020StudyMercosurGreens.pdf

A PROPOS DE LA CAMPAGNE : STOP À L'AGROBUSINESS

RUDI BERLI
MARAÎCHER ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Uniterre se félicite que BirdLife Suisse, Greenpeace Suisse, Pro Natura et WWF Suisse se mobilisent et reconnaissent enfin la nécessité de sortir de l'industrialisation de l'agriculture. L'agrobusiness est la clé de voûte d'un système alimentaire basé sur la concurrence généralisée. Il provoque la destruction de l'agriculture paysanne et des circuits-courts qui est renforcée par les politiques agricoles, dont la PA22+ mise en place par la Confédération. L'agro-business ne travaille pas pour les paysan.ne.s et la PA22+ ne les soutient pas!

LE DÉMANTÈLEMENT. La nouvelle politique agricole prévoit explicitement de continuer à détruire l'agriculture paysanne diversifiée au profit de la spécialisation provoquant la disparition de deux à trois fermes par jour et la suppression quotidienne de six places de travail dans l'agriculture. La grande-distribution, le commerce agricole, la finance, l'agro-industrie font d'énormes bénéfices dans le marché alimentaire par la dérégulation commerciale globalisée. Ce business est encouragé par les accords commerciaux de libre-échange et encadré par les politiques agricoles qui doivent impérativement en atténuer les effets les plus négatifs. C'est en effet la démocratie alimentaire, la population, les consommatrices et consommateurs, les paysan.ne.s et l'environnement qui font les frais de ce dumping social et écologique. Les institutions de politiques publiques se retirent de l'encadrement du marché. Ce marché dérégulé prospère tout aussi bien avec le modèle d'une alimentation low cost qu'avec une niche de produits biologiques. Et le modèle applique la même logique partout: baisser les coûts pour augmenter les marges et les profits.

LA NÉCESSITÉ DE COHÉRENCE. Comment se fait-il que les organisations qui se mobilisent contre l'agrobusiness ne soutiennent pas la lutte contre les importations d'huile de palme, de soja ou de viande industrielle gonflée aux hormones par exemple par le refus des accords de libre-échange avec l'Indonésie ou le Mercosur? Est-ce que ces organisations veulent-elles s'engager à appliquer les mêmes principes éthiques aux importations dont nous dépendons déjà très largement et qui ne répondent pas aux mêmes critères de durabilité?

UN SYSTÈME ALIMENTAIRE RÉSILIENT. Il faut une politique alimentaire qui permette une transition rapide vers un système alimentaire social et écologique. Pour cette transition, la politique publique doit fixer les règles pour favoriser un accès à une nourriture saine pour tous en assurant une rémunération équitable aux paysan.ne.s et aux ouvrier.ère.s agricoles ainsi qu'aux acteurs artisanaux de la transformation et de la distribution. •

Référence:

Campagne: www.stop-agrobusiness.ch

UN ACCORD AUX DEPENS DE L'ENVIRONNEMENT, DU CLIMAT ET DES PAYSANS

CHRISTOPH SCHERRER,
PROFESSEUR SUR LES THÉMATIQUES DE LA MONDIALISATION ET DE LA GLOBALISATION, UNIVERSITÉ DE KASSEL

PROPOS RECUEILLIS PAR ULRIKE MINKNER
PAYSANNE ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Votre document de travail s'intitule "L'accord UE-Mercosur : libre-échange aux dépens de l'environnement, du climat et des paysans". Commençons par les paysannes et paysans. Quels sont les effets de l'accord auxquels les paysannes et paysans et les communautés rurales et leurs plutôt petites structures dans l'UE et le Mercosur, doivent s'attendre? Pourquoi devraient-ils se retrouver sous pression et ne pas profiter de l'accord ?

L'exportation de biens agricoles tant dans l'UE que dans le Mercosur est surtout le fait de l'agriculture industrielle. Ce type de production, basé sur une exploitation maximale des êtres humains et de la nature, mettra la pression sur les petites entreprises agricoles dans les deux espaces économiques. Les exportateurs du Mercosur sont particulièrement compétitifs pour le soja, le riz, le sucre et surtout la viande. L'UE perçoit le riz, le sucre ainsi que la viande de bœuf et de volaille comme des produits "sensibles". L'accord prévoit en conséquence une libéralisation moins étendue pour ces produits. Cependant, même de petites augmentations des quantités importées peuvent avoir un impact considérable. Ceci est particulièrement vrai pour le marché de la viande bovine dans l'UE, car ce dernier subit déjà une forte pression financière suite à une baisse de la demande et une hausse de l'offre – en partie due à la libéralisation de l'économie laitière. En outre, l'UE négocie aussi avec d'autres pays exportateurs de viande bovine une libéralisation des importations. En Amérique latine l'économie laitière se retrouvera sous pression. Il en ira de même en Argentine pour la viticulture, car les vins européens entreront en concurrence avec le vin argentin.

Les petites entreprises agricoles, dont les produits sont protégés par des "indicateurs géographiques" forment la seule exception. L'UE a réussi à protéger de la sorte 350 produits, comme par exemple la bière de Munich ou le jambon de Parme.

Existe-t-il au sein de l'UE des différences ? Certains pays ou régions profiteront-ils davantage que d'autres ? Et si oui, pourquoi ?

La taille de l'entreprise est le facteur déterminant. Celle-ci peut beaucoup varier au sein d'un même pays. Les exploitations agricoles en Allemagne de l'Est sont par exemple beaucoup plus grandes que celles dans le Sud-ouest du pays. En comparaison avec le reste de l'UE les éleveurs allemands de bovins disposent du plus petit revenu par ménage. Une autre raison réside dans la spécialisation des produits. Si les produits exportés par le Mercosur recoupent fortement ceux fabriqués en UE et que ces derniers produits ne sont pas protégés par des "indicateurs géographiques", la pression concurrentielle sur les plus petites entreprises sera élevée.

Vous abordez dans votre rapport le sujet des importations d'éthanol pour l'industrie européenne. Pourquoi cet aspect de l'accord pose-t-il problème pour les autochtones dans les régions rurales du Brésil et d'Argentine ?

L'éthanol est produit essentiellement à base de canne à sucre (et de plus en plus de soja). L'accord du Mercosur prévoit un contingent d'importation 13 fois plus élevé que le volume importé à l'heure actuelle – avec à la clé une incitation supplémentaire à gagner de nouvelles surfaces utiles en bordure de l'Amazonie par le biais de déforestations, ce qui entraînera une réduction de l'espace vital de la population autochtone.

L'accord comprend également des chapitres sur la durabilité destinés à garantir le respect des lois sur l'environnement et le travail dans la chaîne de valeur. De nombreuses personnes font l'éloge de ces chapitres sur la durabilité – pourtant vous et d'autres spécialistes êtes sceptiques. Pourquoi ?

L'accord ne prévoit pas de possibilité de retirer des privilèges commerciaux au motif de la destruction de l'environnement. L'UE ne peut réagir face à l'utilisation accrue de pesticides dans le Mercosur que si elle constate des résidus de pesticides

interdits dans l'UE dans les produits importés. En outre, l'UE a accepté d'adapter au cas par cas les plafonds admis de pesticides, si le pays exportateur demande une tolérance à l'importation. Le contrôle de telles dispositions dérogatoires s'avèrera difficile. De plus, l'accord vise à simplifier les contrôles sanitaires et phytosanitaires lors de l'importation de denrées alimentaires et à réduire leur fréquence. Comme le Brésil devrait diminuer de 92% les droits de douane sur les pesticides suite à l'accord, on peut s'attendre à un recours accru aux pesticides.

Quels sont, selon vous, les aspects problématiques de l'accord pour le climat en général ?

Toute augmentation du commerce sur de longues distances nuit par principe au climat, car le transport de marchandises produit du CO₂. Dans le cas de l'accord Mercosur s'y ajoute une hausse massive des importations d'éthanol et par là un déboisement accéléré en Amérique du Sud. Les contingents accrus d'importations de viande bovine augmentent, eux aussi, le risque de déforestation. Soulignons en outre que l'élevage de bétail à large échelle est très nuisible pour le climat à cause des émissions de méthane.

Votre bilan contient l'affirmation suivante :

« UNE CRITIQUE CRÉDIBLE
DE L'OUVERTURE DES MARCHÉS DOIT EN
MÊME TEMPS INCLURE UNE CRITIQUE
DE LA PROMOTION DE L'AGRICULTURE
INDUSTRIELLE PAR L'UE. »

Pouvez-vous expliquer cela plus en détail à nos lectrices et lecteurs ?

Certains opposants à l'accord entre l'UE et le Mercosur ne se sont intéressés qu'aux conséquences pour les exploitations agricoles au sein de l'Union européenne. Ils ont omis de mentionner que l'UE est un exportateur net de produits agricoles et que l'UE met la pression sur les petits paysannes et paysans dans d'autres pays, en particulier en Afrique. L'agriculture industrielle contribue largement aux exportations, et l'accord UE-Mercosur favorisera ainsi ce type d'agriculture "connu" pour ses monocultures et son recours intensif aux pesticides et aux engrais. L'agriculture industrielle contribue aussi au dépeuplement des régions rurales. Malheureusement les grandes entreprises industrielles reçoivent encore la majorité des aides agricoles de l'UE. Critiquer le renforcement de la libéralisation devrait donc toujours s'accompagner d'une critique de l'agriculture industrielle.

Qu'est ce qui a incité vos collègues et vous-même à publier ce document ?

Nous nous sommes penchés ces dernières années sur les mauvaises conditions de travail régnant dans les chaînes mondiales d'approvisionnement de produits agricoles. Une des causes en est la libéralisation du régime commercial pour les produits agricoles. Nous n'avons donc pas réfléchi longuement lorsqu'un député vert au parlement européen, Martin Häusling, nous a demandé d'analyser l'impact de l'accord UE-Mercosur sur l'agriculture dans les deux espaces économiques. •

Document de travail, en allemand

Mercosur-EU-Abkommen: Handel zu Lasten von Umwelt, Klima und Bauern, Ismail Doga Karatepe, Christoph Scherrer und Henrique Tizzot

Christoph Scherrer est directeur du Centre international pour le développement et le travail décent à l'Université de Kassel





SUCCÈS POUR STOP HUILE DE PALME !

MATHIAS STALDER
SECÉTAIRE D'UNITERRE

En janvier 2020, Uniterre et une cinquantaine d'organisations partenaires ont lancé le référendum contre l'accord de libre-échange avec l'Indonésie. Le 22 juin 2020, la coalition a déposé plus de 61 000 signatures à la Chancellerie fédérale à Berne et se prépare maintenant à une campagne référendaire féroce. Féroce, car il s'agit d'un enjeu majeur, déclare le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) dans le Schweizerbauer du 3 novembre 2018. Et du premier référendum jamais organisé contre un accord de libre-échange dans l'histoire de la Suisse. Les commentaires de Marc Müller, directeur général du Groupe Minoteries SA dans le rapport annuel 2018 sont éclairants : on serait enclin à croire que les 28 accords plurilatéraux des pays de l'AELE (Norvège, Suisse, Islande, Liechtenstein) et les deux accords bilatéraux entre la Suisse, la Chine et le Japon, auraient une très grande importance pour l'économie suisse. En effet, les économies réalisées par les entreprises suisses en dehors de l'UE/AELE se montent à 400 millions de francs (source : SECO) pour un volume d'exportations de 233 milliards de francs (2017). Dans le cas de l'Indonésie, on parle d'économies à hauteur de 35 millions de francs pour un volume d'exportation de 450 millions de francs (2017) avec une charge douanière d'environ 8%. De son côté, l'Indonésie économiserait 10 millions de francs en droits de douane, soit trois fois moins que la Suisse. Voici pourquoi Marc Müller se demande pourquoi l'Indonésie renoncerait à d'importantes recettes douanières sans avoir la perspective de bénéficier de conditions financières équivalentes à celles de la Suisse. S'agit-il d'un accord de prestige pour s'assoir sur la scène du commerce mondial et, ce faisant, s'assurer la part du lion des exportations d'huile de palme vers la Suisse ? Tout compte fait, cet accord est économiquement tout à fait inintéressant pour l'Indonésie, les 30 000 tonnes d'huile de palme importées par la Suisse ne représentent que 0.08% de sa production.

UNE DURABILITÉ DISCUTABLE. Actuellement, les monocultures d'huile de palme recouvrent près de 17 millions d'hectares, ce qui représente quatre fois la surface de la Suisse et correspond à près de 10% de la superficie de l'Indonésie. 1,44 million d'hectares supplémentaires de forêt naturelle ont déjà été mis en parcelles pour les entreprises de plantation et peuvent être défrichés à tout moment (source : Institut agronomique de Bogor, IPB). D'autres lois et règlements sont en préparation en Indonésie et feront encore progresser l'exploitation minière et charbonnière, les projets d'infrastructure, la production de cellulose et la sylviculture, avec des conséquences dévastatrices pour le climat, l'environnement, la petite paysannerie et les populations indigènes.

GREENWASHING LUCRATIF. La norme de la table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO) devrait servir de base pour les importations en Suisse. La critique contre ce label couve depuis des années et elle est bien connue. Le label a été initié en 2004 par les principaux producteurs d'huile de palme et le WWF. L'accusation générale est celle du "greenwashing", elle est également formulée par la coalition suisse sur l'huile de palme et des centaines d'autres ONG. La RSPO compte environ 4000 membres, dont de grandes entreprises telles qu'Unilever (notamment Knorr, Lipton, Magnum), Nestlé, le plus grand transformateur et distributeur d'huile de palme au monde, Wilmar, et la société d'huile de palme de Singapour Golden Agri Resources (GAR). En novembre 2019, à l'occasion de la 17e réunion annuelle de la RSPO, 15 ONG ont vivement critiqué ce label "durable" dans un communiqué de presse : "Les violations des normes et des procédures de la RSPO sont encore systématiques et généralisées, et il y a peu de preuves que les membres de la RSPO appliquent réellement les principes et les critères promus par le label. Au contraire, les recherches n'ont montré aucune différence significative entre les plantations certifiées et non certifiées. De plus, les plantations certifiées par la RSPO ont été touchées plusieurs fois par des incendies, aux pertes de tourbières et à des violations des droits humains et du travail". Greenpeace a également publié un rapport intitulé "Burning down the House" début novembre 2019, dans lequel ils critiquent les principaux membres de la RSPO tels

qu'Unilever, Nestlé et Wilmar pour leur implication dans les incendies de forêt dévastateurs en Indonésie. En septembre 2019, 300 000 hectares de forêt tropicale ont brûlé en Indonésie, une superficie plus grande que le Tessin. Autre point à ne pas oublier : le financement de grandes plantations par les banques, les institutions financières et des élites corrompues actives au niveau mondial.

DE LA CONCURRENCE DIRECTE. L'Union Suisse des Paysans (USP), membre de la coalition sur l'huile de palme, qui a longtemps lutté pour l'exclusion de l'huile de palme des accords de libre-échange avec l'Indonésie et la Malaisie, est satisfaite du présent accord. Fritz Glauser, président de la Fédération suisse des producteurs de céréales (FSPC), a déclaré ce qui suit lors d'un entretien avec le comité référendaire : "L'accord stipule que seule l'huile de palme qui remplit manifestement des critères de durabilité clairs (sociaux et écologiques) pourra bénéficier d'un allègement tarifaire. Grâce à la coalition sur l'huile de palme, le résultat obtenu en termes de durabilité surpasse tous les accords de libre-échange précédents". À cela, Rudi Berli d'Uniterre répond : "Le taux réduit sur les importations d'huile de palme alimente encore la demande. L'agro-industrie atteint ici son objectif d'obtenir des matières premières agricoles aussi librement que possible et au prix le plus bas possible – avec des conséquences fatales pour l'homme et l'environnement !" Les 12 500 tonnes du contingent d'huile de palme sont en concurrence directe et déloyale avec la production indigène d'oléagineux. Une simple comparaison des prix le prouve : 2.64 francs/kg pour l'huile de colza après transformation et 2.59 francs/kg pour l'huile de tournesol contre 2.51 francs/kg d'huile de palme (droits de douane inclus). Une réduction de 35% des droits de douane, comme le stipule l'accord de libre-échange avec l'Indonésie, signifie une réduction de 40 centimes. En Suisse, la dépendance à l'huile de palme ne devrait pas être davantage encouragée, car les huiles de colza et de tournesol, ainsi que le beurre offrent des alternatives saines.

AU MÉPRIS DE LA VIE. Uniterre est convaincue que l'agriculture doit être exclue des accords de libre-échange. Comme l'affirme Mathias Binswanger, professeur d'économie nationale, dans son livre récemment paru : "Plus de bien-être par moins de libre-échange agricole. Le libre-échange des produits agricoles fait de nombreux perdants et peu de gagnants." Et c'est particulièrement vrai dans le Sud. Zainal Arifin Fuad, secrétaire général de l'organisation agricole Serikat Petani Indonesia (SPI) nous écrit : "Actuellement, les denrées alimentaires produites par les paysannes et les paysans sont généralement agroécologiques, elles sont saines et nutritives. Cela va changer dans un système de monoculture géré par les multinationales, puisqu'elles vont être traitées avec des produits agrochimiques. Sans parler du fait que les pertes des agriculteurs seront exacerbées par l'introduction de réglementations telles que les ADPIC¹ ou la législation de l'UPOV91². Les systèmes traditionnels pour la reproduction de semences et la souveraineté alimentaire, tel qu'elle est vécue par la communauté paysanne, seront complètement minés." Heinzpeter Znoj, professeur à l'Institut pour l'anthropologie sociale de l'Université de Berne, mène des recherches sur l'Indonésie depuis 30 ans. Dans un commentaire publié dans la NZZ du 25 juin 2020, il écrit en langage très clair : "L'accord de libre-échange négocié par la Suisse ne fournit pas une base suffisante pour encourager l'Indonésie à faire la transition vers une production durable de l'huile de palme. Il cimente plutôt la chaîne de valeur existante sur la base d'une production méprisante pour les êtres humains et l'environnement." Il faut arrêter cette destruction pandémique ! • www.stop-huile-de-palme.ch

1. Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)
2. Notamment la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales de 1991 établie par l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV)

UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE CONTRADICTOIRE

MICHELLE ZUFFEREY
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Une étude sur l'adéquation de la politique extérieure suisse avec la Déclaration sur les droits des paysans¹ a été présentée le 27 août 2020. Cette étude analyse la politique extérieure suisse concernant le commerce international, les accords relatifs au commerce, la propriété intellectuelle et le droit aux semences ainsi que la coopération internationale. Elle souligne les manquements par rapport aux droits des paysan.ne.s et propose des pistes concrètes d'actions à notre gouvernement.

FRIENDS OF THE DECLARATION² Un collectif d'organisations suisses "Friends of the Declaration", composé d'Uniterre, Action de Carême, CETIM, EPER, FIAN, Pain pour le prochain et SWISSAID, a mandaté deux scientifiques pour réaliser une étude sur la politique extérieure suisse et sur la mise en œuvre concrète de la Déclaration sur les droits des paysan.ne.s. Les organisations membres de "Amis de la Déclaration" ont toutes travaillé activement en faveur de la déclaration durant tout le processus de rédaction et de consultation au Conseil des Droits de l'Homme à Genève. Elles ont collaboré dans le travail de plaidoyer auprès des politiques et partagent le même objectif: La mise en œuvre intégrale de la déclaration dans les politiques intérieures et extérieures de la Suisse.

LE RÔLE DE LA SUISSE LORS DES NÉGOCIATIONS. La Suisse a joué un rôle-clé durant la période de négociations et elle a travaillé de manière transparente et constructive avec les Etats du groupe de travail intergouvernemental présidé par la Bolivie et avec les organisations membres ou partenaires de La Via Campesina. La Suisse a également voté en faveur de la déclaration sur les droits des paysans.

Il est donc logique que notre pays s'engage pleinement pour mettre en œuvre la déclaration sur les droits des paysans dans sa politique extérieure et intérieure et qu'elle veille à ce que les articles de la déclaration soient connus dans les enceintes internationales et intégrés dans leurs outils d'analyse et de suivi.

QUELQUES ÉLÉMENTS-CLÉS DE L'ÉTUDE³. Les paysan.ne.s ne participent pas suffisamment à la prise des décisions qui les affectent. La Suisse doit promouvoir leur participation à toutes les étapes des processus de décisions qui peuvent affecter leur vie, leurs terres et leurs moyens de subsistance. Cette participation doit être assurée tant dans le domaine des droits humains que dans la conception et la mise en œuvre de politiques et programmes relatifs au développement, à l'alimentation, à l'agriculture, à la diversité biologique, aux semences et au commerce. A cette fin, la Suisse doit également encourager et soutenir la constitution et le développement d'organisations fortes et indépendantes de paysan.ne.s.

LA SUISSE S'ENGAGE POUR LA LIBÉRALISATION DU COMMERCE. Dans ce contexte, elle doit veiller à la protection des paysan.ne.s et des systèmes alimentaires locaux dans les pays avec lesquels elle entretient des relations commerciales. Il existe des tensions entre la propriété intellectuelle et le droit des paysan.ne.s aux semences. La Suisse doit soutenir très clairement le droit à l'alimentation et les droits des paysan.ne.s à l'ONU et dans sa politique extérieure relative à la propriété intellectuelle.

LES PRIORITÉS POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE au développement suisse pour ces prochaines années mettent l'accent sur une approche de marché et l'engagement du secteur privé. (...) Ceci laisse craindre que les méthodes agricoles et les pratiques traditionnelles des paysan.ne.s seront ignorées, voire minées. La Suisse doit veiller à ce que toutes ses interventions au titre de sa coopération internationale, qu'elles soient mises en œuvre par le Secrétariat d'État à l'économie (SECO), la Direction du développement et la coopération (DDC) ou en partenariat avec des entreprises privées, soient en conformité avec ses engagements en faveur des droits des paysan.ne.s. •

L'ÉTUDE (78 p) est à disposition sur le site d'Uniterre (uniquement. en français). Un résumé de l'étude (18 p) est également téléchargeable sur le site en français, allemand et anglais.

<https://uniterre.ch/fr/thematiques/droits-des-paysannes>

CETTE ÉTUDE A ÉTÉ RÉDIGÉE par Caroline Dommen, chercheuse en économie et droits humains, et le Dr Christophe Golay, chargé de recherche et conseiller stratégique sur les droits économiques, sociaux et culturels à l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains à Genève.

1. Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP)
2. "Amis de la déclaration"
3. Extrait de la Research Brief La politique extérieure de la Suisse et la déclaration de l'ONU sur les droits des paysan.ne.s.

COMPLICITÉ

ULRIKE MINKNER
PAYSANNE ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Le vendredi 21 août 2020, la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des États (CER-E) a suspendu les travaux sur la politique agricole (PA 22²). Le journal du dimanche "Die Sonntagszeitung" du 23 août 2020 commente: "Cette affaire est le résultat d'un accord entre l'Union Suisse des Paysans (USP) et Economiesuisse concernant une politique économique commune." En échange, l'USP a promis de lutter activement contre l'initiative pour des multinationales responsables. Selon le journal, Markus Ritter, président de l'USP confirme: "Nous allons recommander le rejet de l'initiative à notre base et nous voulons nous engager dans ce sens. Une bonne coopération entre associations économiques est importante."

QUE S'EST-IL PASSÉ? Un marchandage classique. Que doit-on comprendre par une "bonne coopération" entre associations économiques? L'USP croit-elle vraiment qu'elle pourrait mettre une bride à Economiesuisse? M. Ritter pense-t-il pouvoir freiner la course des grandes associations d'entreprises vers le libre-échange et une économie néolibérale en se mettant à leur service? Dans ce cas, ce serait une grave surestimation de ses propres capacités. Sinon, l'USP s'est-elle jamais vraiment engagée contre les accords de libre-échange? Ou n'aurait-elle pas plutôt un agenda similaire à celui d'Economiesuisse depuis longtemps?

NOUS SOMMES NOMBREUX à espérer que l'initiative pour des multinationales responsables aidera la population à imposer des limites légales aux multinationales. Cet accord entre le président des paysans et Economiesuisse est un arrangement entre hommes de pouvoir qui ont perdu le lien avec leur base. Je ne serais pas surprise si l'USP finissait par accepter l'accord de libre-échange avec le Mercosur, puisque cette malheureuse entente finira par l'y contraindre.

L'INITIATIVE POUR DES MULTINATIONALES RESPONSABLES est une étape importante pour l'agriculture suisse et pour les générations à venir. Elle nous permet d'exiger des multinationales qu'elles respectent nos valeurs lorsqu'elles sont actives à l'étranger. Elles doivent agir de façon responsable envers les humains et la nature – partout dans le monde. Il est temps qu'on mette un terme aux actions unilatérales de la présidence de l'USP. •

LE COURRIER

Votre abonnement, la garantie d'un média indépendant

Essai Web 2 mois: CHF 19.-

www.lecourrier.ch



PAS EN NOTRE NOM, BÂLE !

ENTRETIEN AVEC MARIE-LOUISE SCHÄRER

UNITERRE: AU PRINTEMPS 2018, VOUS AVEZ LANCÉ LA PÉTITION "NICHT IN UNSEREM NAMEN, BASEL", SOIT "PAS EN NOTRE NOM, BÂLE" DANS LE CADRE DE LA MARCHÉ CONTRE SYNGENTA & BAYER. QUELS ÉTAIENT VOS OBJECTIFS ?

Selon l'OMC et l'ONU chaque année, 200 000 personnes meurent des effets secondaires de pesticides. L'objectif principal de notre pétition est que Bâle assume enfin sa responsabilité pour la destruction à l'échelle mondiale causée par Syngenta. C'est notre objectif depuis longtemps. Depuis 2015, nous avons organisé six manifestations "Marche contre Syngenta et Monsanto" (aujourd'hui "et Bayer"), impliquant chacune environ 2000 personnes. Il y a deux ans, au printemps, nous voulions augmenter la pression sur la politique parlementaire. Concrètement, nous exigeons que le gouvernement de Bâle décide:

1. La mise à disposition de 150 millions de francs suisses pour le traitement médical nécessaire de toutes les victimes des produits toxiques de Syngenta.
2. Le financement d'un institut agroécologique pour la recherche de modèles agricoles plus durables et solidaires.
3. L'arrêt de tous les parrainages et partenariats public-privé avec Syngenta.
4. Le soutien officiel de l'initiative pour des multinationales responsables lors de la campagne de votation ainsi que la mise à disposition d'un fonds de recherche sur les violations des droits humains dans les pays du Sud.
5. L'autorisation de manifestations dans le centre-ville et une divulgation transparente des demandes de permis.

La pétition a été remise avec plus de 1000 signatures et l'organisation d'un "Die-In" dans la cour de l'hôtel de ville le 17 octobre 2018. Par la suite, Syngenta a été invitée à une audition par le Grand Conseil. Cependant, contrairement aux experts de Public Eye, les arguments des représentants de Syngenta n'ont pas pu convaincre et notre pétition a été envoyée au Conseil exécutif pour prise de position.

Votre demande a été acceptée par le Grand Conseil, quel succès fantastique ! Quelle est la prochaine étape ?

En effet, c'est un grand pas pour nous, mais cela ne signifie pas que nous pouvons nous reposer sur nos lauriers – au contraire ! La résistance contre l'agriculture industrielle et capitaliste est plus importante que jamais, surtout en cette période de pandémie et d'inégalité sociale grandissante. C'est dans cet esprit que nous voulons augmenter la pression sur les multinationales agricoles, mais aussi sur le parlement, et discuter ensemble de visions alternatives. Le 1er septembre 2020, nous organisons un événement d'information sur la puissance du capitalisme dans l'agriculture et la nécessité d'alternatives écologiques et sociales. Nous y ouvrirons la discussion sur notre vision d'un institut agroécologique. Et bien sûr, nous ne manquerons pas l'occasion de faire descendre dans la rue la résistance contre les multinationales agricoles avec une autre Marche contre Bayer et Syngenta avec des protestations fortes et colorées !

Votre persévérance porte ses fruits ! Quel sera l'objectif de l'Institut d'agroécologie ?

Les entreprises comme Syngenta ne sont que les vecteurs de l'agriculture industrielle. Ce dont nous avons besoin pour une société équitable et durable, c'est de surmonter complètement ce système. Pour atteindre une souveraineté alimentaire fondamentalement durable, nous devons adopter une approche holistique. Cela signifie que les questions sociales doivent être prises en compte au même titre que les facteurs environnementaux. En conséquence, avec l'Institut libre d'agroécologie, nous voulons intégrer le facteur social dans les études classiques sur la façon dont les méthodes agricoles affectent la stabilité et la qualité des rendements et l'écosystème en fonction des différentes conditions environnementales. L'accent sera mis sur des questions de recherche appliquée qui seront développées et abordées avec les agriculteurs et les agricultrices. Un autre élément central de l'Institut sera l'offre de cours accessibles au public, tant au niveau scientifique que pratique.

Quel rôle avez-vous envisagé pour Uniterre et les paysannes et paysans ?

L'agroécologie n'est pas un concept technique. Il n'est pas possible de propager l'agroécologie en Suisse et promouvoir les accords de libre-échange avec le Mercosur ou l'Indonésie ! La plus grande force sociale qui lutte pour la souveraineté alimentaire à l'échelle internationale est La Via Campesina. En tant que membre local de La Via Campesina, vous savez mieux que quiconque comment appliquer ce concept en Suisse. Une chose est claire: la transition vers une agriculture équitable et durable nécessite une résistance diverse et large. L'expérience et le soutien des agriculteurs et des agricultrices sont fondamentaux pour ébranler les fondations de notre système et faire de nos visions communes une réalité ! •

Marie-Louise Schärer, porte-parole de la Marche contre Bayer & Syngenta, doctorante en sciences végétales à l'Université de Bâle

« SELON L'OMC ET L'ONU
CHAQUE ANNÉE,
200 000 PERSONNES
MEURENT DES EFFETS SECONDAIRES
DE PESTICIDES. »

LA PRODUCTION D'HUILES EN SUISSE

VANESSA RENFER
PAYSANNE ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Les projecteurs sont braqués sur l'huile de palme, mais le paysage de la matière grasse végétale est heureusement bien diversifié en Suisse, grâce à des productions variées qu'il convient de maintenir et encourager. Ces cultures sont en effet un atout précieux à tous points de vue: agronomique, nutritionnel, environnemental et économique.

L'AUTO-APPROVISIONNEMENT DES GRAISSES VÉGÉTALES EN SUISSE est faible. Bon an mal an, 65 à 80% de nos besoins, toutes huiles confondues, sont assurés par les importations. Parmi les pays de provenance, on note que 57% des volumes proviennent de l'UE, avec 40% rien que pour nos 4 voisins directs (FR, DE, AT, IT), 17% pour le reste de l'UE, 8% pour le bloc USA-CAN-NZ-AUS, et 33% pour le reste du monde. Il est difficile de trouver des chiffres plus précis, et le mode de production n'est pas clairement indiqué (hormis la distinction bio/non bio). Au total, les importations d'huiles varient entre 110'000 et 120'000 tonnes.

L'HUILE LA PLUS IMPORTÉE EN 2018 EST LE TOURNESOL, pour environ 37%. Ce taux est toutefois en baisse depuis plusieurs années. L'huile de palme suit, à hauteur de 22%. Viennent ensuite l'huile d'olive, 13%, et le colza, 10%. Les autres huiles (coco, arachide, par ex) ferment la marche avec 18% toutes ensembles. Au premier rang des huiles produites en Suisse, on retrouve le colza et le tournesol. La culture d'oléagineux en Suisse donne droit à une contribution de 700 frs par hectare, en tant que mesure de soutien du marché. Elle se monte même à 1000 frs pour le soja (le lin et le carthame en bénéficient également). Son utilisation pour la production d'huile est toutefois secondaire, le soja étant essentiellement utilisé pour ses qualités fourragères. Les producteurs doivent cependant s'acquitter de cotisations professionnelles à hauteur de 1.12 à 1.62 frs par décitonne, qui financent divers organismes: FSPC, swiss granum, pool des producteurs d'oléagineux, etc. Le marketing pèse relativement lourd dans ce budget.

DEPUIS 1990, LES SURFACES CONSACRÉES AUX OLÉAGINEUX ONT FORTEMENT AUGMENTÉ. Le colza est ainsi passé de 16'000 à 23'000 ha, le tournesol de 460 à 5'700 ha, le soja de 1'075 à 1'900 ha. Le prix au producteur a dans le même temps subi une chute considérable. Dans les années 90, la prise en charge était garantie par la Confédération, pour un prix compris entre 150.- et 165.- frs/dt pour le colza et le tournesol. Depuis, le prix est tombé à environ 75.- frs/dt pour le colza, et 77.- frs/dt pour le tournesol. Or, selon les calculs réalisés par Uniterre en 2013, le prix rémunérateur pour la famille paysanne, qui couvre tous les frais et qui garantit un salaire décent, se situe à 180.- frs/dt pour le colza, et 188.- frs/dt pour le tournesol. Il faut savoir que le prix au producteur est calculé à l'envers. Du prix de l'huile sur le marché suisse (mais qui dépend du cours mondial) sont soustraites toutes les charges intervenant au cours de la transformation. Ce qui reste revient au producteur. C'est un système invraisemblable, alors que tout produit agricole devrait voir son prix déterminé par les coûts de production, incluant une rétribution de la main-d'œuvre à au moins 28.- frs/h.

EN 2019, LES PRODUCTEURS SUISSES ONT FOURNI 67'843 TONNES DE COLZA, 17'700 tonnes de tournesol et 5'350 tonnes de soja. Les quantités à produire sont soumises à des quotas déterminés par la branche, d'un commun accord entre producteurs, transformateurs et distributeurs. Cela doit permettre en théorie le maintien d'un prix suisse stable, mais il s'agit là surtout d'un exercice d'équilibriste fumeux, car la production helvétique ne couvre pas la consommation indigène. Les distributeurs et industriels de l'agro-alimentaire choisissent des produits suisses là où ils désirent mettre le swissness en avant, et des produits importés lorsque seul le prix compte. Mis à part le prix, les cultures d'oléagineux sont également sous pression à cause de la problématique des phytosanitaires, la culture du colza tout particulièrement est délicate et peu d'alternatives bio existent. Son rendement n'est que de 20 dt/ha. Néanmoins la présence de plantes sarclées, de protéagineux ou de céréales permettent un apport intéressant dans la rotation.

Au niveau des rendements en huile, les chiffres extraits des années précédentes montrent que 91'000 tonnes de colza ont rendu 28'600 tonnes d'huile, 16'500 tonnes de tournesol ont rendu 5'600 tonnes d'huile, et 4'800 tonnes de soja, 486 tonnes d'huile de soja.

DANS LES IMPORTATIONS, il faut tenir compte que l'huile peut arriver en Suisse sous plusieurs formes: en graines, en huile déjà prête, et en préparation contenant des huiles (margarine, pâte à tartiner, plats tout prêts). Par exemple en 2012, importation de 108'000 tonnes d'huile "nature", et 20'800 tonnes d'huile déjà incorporée dans une préparation. Les principales huileries en Suisse sont Florin, Sabo et Nutriswiss. Elles œuvrent à un niveau industriel. En 1941, on dénombrait encore 36 huileries rien que dans le canton de Vaud. C'était plus de la moitié de toutes les huileries de Suisse.

Mais après la Seconde Guerre mondiale, tout change. Les huileries industrielles ont pris peu à peu la place des huileries traditionnelles et les noyers disparaissent progressivement du paysage agricole. Toutefois, les huileries artisanales connaissent un regain d'intérêt. Aujourd'hui, il reste 6 huileries (toutes artisanales) en activité dans le canton de Vaud, mais la tendance est de nouveau à la hausse. Au total, près de 30 huileries artisanales œuvrent en Suisse, un regain d'intérêt réjouissant qui garantit que la population peut également bénéficier de produits locaux, de très haute qualité, tout en favorisant une agriculture paysanne diversifiée et rémunératrice. Les huileries artisanales ont favorisé le retour de cultures presque tombées dans l'oubli, comme le lin, le carthame et la caméline. •

SOURCES:

Rapport Agricole 2019, Uniterre 2013,
Fédération suisse des producteurs de céréales
Swiss granum, Avenir Suisse
OFAG, USP

OUI ! POUR DES MULTINATIONALES RESPONSABLES

MICHELLE ZUFFEREY
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Voter, le 29 novembre 2020, en faveur de l'initiative pour des multinationales responsables, c'est voter pour la justice et l'équité, pour le respect des personnes, de la nature et des animaux. C'est aussi exprimer notre solidarité envers les populations lésées, violentées, déplacées, assassinées, empoisonnées par les activités de certaines multinationales. Le principe «Quiconque cause un dommage doit en assumer les conséquences» est une évidence pour chacun.e d'entre nous et il n'y a aucune raison pour que les multinationales n'y soient pas soumises. Les victimes ont droit à réparation.

CROISSANCE ET PROFITS. Quelque 1500 multinationales ont leur siège en Suisse. Certaines d'entre elles (Glencore, Syngenta, Sogescol, Metalor, Vale, pour n'en citer que quelques-unes) font les grands titres depuis des années en raison d'atteintes graves aux droits humains et à l'environnement. Entre temps des populations entières paient les frais de ces abus. Les multinationales s'en dédouanent, laissant la responsabilité des torts à leurs filiales.

Dans ce monde de géants tentaculaires, la concurrence est rude et les principes moteurs sont la croissance et le profit pour elles-mêmes; les coûts sociaux et environnementaux pour la société! Si l'initiative est acceptée, les multinationales devront donner réparation aux populations victimes de leurs agissements et cela les incitera à anticiper, prévenir, éviter les risques et les abus et à mettre en place des normes et un système de contrôle interne et envers leurs filiales.

LES DEVOIRS DES ÉTATS. Il est édifiant de constater le manque de soutien du gouvernement suisse à cette initiative. En effet, comme déjà mentionné dans ce journal, la déclaration universelle des droits de l'Homme a la primauté sur toute loi, traité et il est donc du devoir de chaque état de veiller à ce qu'elle soit respectée. D'autre part, dans la déclaration sur les droits des paysan.ne.s¹⁵, il est mentionné (art. 2.5) que "les États prendront toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que les acteurs non étatiques qu'ils sont à même de réglementer, tels que les particuliers et les organismes privés, ainsi que les sociétés transnationales et les autres entreprises commerciales, respectent et renforcent les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales."

- Nous serions donc en droit d'attendre de notre gouvernement qu'il mette en place un cadre clair et contraignant afin que cessent les violations des droits humains, la destruction et l'accaparement des terres et les contaminations de l'environnement.
- Un oui clair pour l'initiative pour des multinationales responsables sera un moyen efficace de le mettre face à ses obligations.

GLOBALISONS LA JUSTICE, l'équité, le respect, la solidarité plutôt qu'une économie basée sur l'asservissement et la destruction. •

1. (UNDROP) Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysan.ne.s et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.

RESPIBOL BOLUS aux plantes

Soutien respiratoire
veaux, élevage et engraissement

LGC LGC SA 026 913 79 84
LANDINGS GEN & CO 1627 Vaulruz www.lgc-sa.ch

UNITERRE FRIBOURG

RENCONTRE AVEC LE CONSEIL D'ETAT FRIBOURGEOIS

Une délégation fribourgeoise d'Uniterre a rencontré M. Castella, Conseiller d'Etat en charge de l'agriculture et M. Pascal Krayenbuhl, chef de service, pour discuter de la situation des paysans.

4 questions avaient été communiquées:

1. Avenir de l'agriculture fribourgeoise?
2. PA22+: Nouvelles règles, conséquences financières?
3. Paysans en détresse: quelles sont les causes?
4. Situation financière

M. le Conseiller d'Etat confirme que le secteur agricole est soumis à de fortes pressions financières, notamment en raison de la concurrence internationale. Il souligne également l'incohérence d'une partie des consommateurs et consommatrices qui sont de plus en plus exigeants, notamment en termes de qualité et sécurité de l'alimentation, de protection de l'environnement et des animaux, mais pas toujours prêts à payer le juste prix. Il relève aussi la grande qualité des produits suisses et le respect de l'environnement en comparaison internationale. Le 1er juillet, l'Etat de Fribourg a lancé la plateforme en ligne Karyon.ch qui vise à favoriser la consommation locale et à pérenniser les bonnes habitudes prises pendant la pandémie. En effet, cette plateforme offre à la population la possibilité d'acquiescer des bons d'achat avec un rabais de 20% auprès des commerces, des restaurants et des prestataires de services locaux qui ont dû fermer pendant la crise du Covid-19, mais aussi auprès des membres de Terroir Fribourg. L'Etat prend à sa charge le rabais de 20% jusqu'à concurrence de 4 millions de francs, ce qui permet d'induire 20 millions d'achats locaux.

Du côté d'Uniterre, on constate également que le consommateur est intéressé à consommer local avec le Lait équitable qui entraîne une forte et vraie demande. Nous déplorons que, d'une manière générale, des normes soient fixées et que les paysans doivent s'y conformer alors que personne ne s'inquiète des conséquences financières ou sociales que cela a pour eux. Si on prend le pendillard, par exemple, le coût financier ainsi que les conséquences écologiques dues au renouvellement du parc machines ont notamment été abordés. C'est un sujet sur lequel nous avons trouvé un intérêt commun. Uniterre reste fermement contre l'obligation du pendillard.

Concernant la PA22+, le canton a déploré lors de la consultation la complexité croissante de la mise en application de la politique agricole, qui va à l'encontre de la volonté générale de simplification administrative dans le domaine. Il s'est notamment prononcé en faveur du maintien des subventions pour l'utilisation des pendillards. Ce maintien a été confirmé par l'OFAG pour 2020 et jusqu'à l'entrée en vigueur de la PA22+. Le Conseiller d'Etat reconnaît que l'usage des pendillards qui devrait devenir obligatoire dès l'entrée en vigueur de la PA22+ ne sera pas possible sur toutes les surfaces et qu'il va engendrer des coûts supplémentaires.

D'autre part, le canton a renforcé la Cellule d'accompagnement des exploitations paysannes en difficultés (AED) en lui allouant notamment plus de moyens. Pour améliorer la détection précoce de situations difficiles et venir en aide le plus tôt possible aux paysannes et paysans, un réseau de sentinelles a été mis en place: il peut s'agir d'un vétérinaire, d'un contrôleur laitier, d'un conseiller agricole, d'un comptable ou de toute personne en contact direct avec les agriculteurs. Un réseau de mentors formés et rémunérés a aussi été créé afin d'apporter un suivi personnalisé aux agriculteurs en difficulté. De plus, la Cellule AED basée à Grangeneuve dispose dorénavant d'une adresse électronique, aed@fr.ch, d'un numéro de téléphone direct, 079 415 38 64.

Uniterre salue cette mise en place mais cela ne résout pas les causes de cette détresse paysanne. Bien sûr il y les divorces, la solitude, la surcharge de travail et l'endettement. Néanmoins, il ne faut pas se leurrer c'est bel et bien l'absence de prix rémunérateurs ainsi que l'imposition de contraintes et de normes excessives qui en sont clairement les causes majeures. Les échanges ont été constructifs et nous attendons une date pour un prochain rendez-vous à l'automne. •

AGENDA

Journée mondiale de l'alimentation

Vendredi, 16 octobre 2020, 9:30 – 17:00h
Eventforum Berne

Les droits des paysannes et des paysans dans le dédale des chaînes de valeur.

La déclaration des Nations Unies sur les droits de paysan.ne.s et autres personnes travaillant dans les zones rurales UNDROP se trouvera au centre de la Journée mondiale de l'alimentation. Elle ouvre le chemin vers un système alimentaire durable, résilient et social. Lors de la conférence en 2019 nous avons discuté de l'urgence d'un tel changement de système. www.contrelafaim.ch

Langues:
Français et allemand; Les exposés seront interprétés simultanément en allemand et en français.

Le Centre
Céréaliériste Biologique
CCBIO de Renan cherche
un collaborateur/une collaboratrice engagé-e
info@ccbio.ch

CCBio, Grand-Rue 22
2616 Renan BE

www.ccbio.ch

LES SECTIONS D'UNITERRE

Les sections cantonales sont la colonne vertébrale d'Uniterre. Devenez membre et engagez-vous dans le travail des sections!

Neuchâtel Philippe Reichenbach 079 640 89 63

Genève Ruedi Berli 078 707 78 83

Fribourg Laurent Curty 079 508 86 35

Vaud André Muller 021 652 75 50

Jura 021 601 74 67

Chablais Pierre Moreillon 024 499 21 17

Valais contact: 078 640 82 50
Uniterre veut relancer une section

Deutschschweiz Mathias Stalder 076 409 72 06

IMPRESSUM

Secrétariat / Publicité
Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne,
021 601 74 67 www.uniterre.ch info@uniterre.ch

Responsables du journal
Ulrike Minkner, u.minkner@uniterre.ch
Berthe Darras, b.darras@uniterre.ch

Abonnements et changements d'adresse
Claude Mudry, 079 365 76 10, c.mudry@uniterre.ch

Traductions
Stefanie Schenk
Andrea Maltitz
Michael Huber
Bureau

Photographies/ Illustrations
Archiv Kurt Graf 1,2,6
Eric Roset 4,5
Mathias Stalder 8

Imprimerie
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs
1450 Sainte-Croix, 024 454 11 26
Imprimé sur papier certifié FSC-Mix.